

In Extenso

In Extenso IDF AUDIT
63 ter, avenue Edouard Vaillant
92100 Boulogne-Billancourt

Tél. : +33 (0)1 72 29 60 00
Fax : +33 (0)1 72 29 60 61
www.inextenso.fr
www.reussir-au-quotidien.fr

LE BUS DES FEMMES

Association régie par la loi 1901

58, rue des Amandiers
75020 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

LE BUS DES FEMMES

Association régie par la loi 1901

58, rue des Amandiers
75020 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'association LE BUS DES FEMMES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LE BUS DES FEMMES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre association comptabilise des provisions pour couvrir les risques liés au personnel, tels que décrits dans la note « Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe.

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par l'association pour identifier et évaluer les risques, ainsi que sur l'examen de la situation.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une

erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Boulogne-Billancourt, le 04 juin 2024

Le commissaire aux comptes

In Extenso Audit IDF

Jean-Christophe LABOURDETTE



DOCUMENTS DE SYNTHESE 2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Comptes annuels

Compte rendu des travaux

	Montant en euros
Total Bilan	1 178 136,94
Total des ressources	724 498,40
Résultat net comptable (Excédent)	30 334,62

Bilan Actif	Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissement Dépréciation	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisation Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Dotations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences logiciels et droits similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	112 631	96 199	16 432	23 085
Immobilisations corporelles en cours	46 314	0	46 314	0
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts	(505)	0	(505)	0
Autres	3 228	0	3 228	2 980
TOTAL (I)	161 668	96 199	65 469	26 065
ACTIF CIRCULANT				
Stock et en-cours				
Avance et acomptes versées sur commande				
Créances				
Créances clients, usagers et compte rattachés				
Créances reçus par legs ou donations				
Autres	549 325	0	549 325	84 519
Valeurs mobilières de placement	153	0	153	153
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	562 163	0	562 163	347 469
Charges constatées d'avance	1 028	0	1 028	1 027
TOTAL (II)	1 112 668	0	1 112 668	433 167
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 274 336	96 199	1 178 137	459 232

Bilan Passif	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Statutaires ou contractuelles		
Pour projet de l'entité		
Autres	6 873	6 873
Report à nouveau	(68 639)	(79 957)
Excédent ou déficit de l'exercice	30 335	11 318
Situation nette (sous total)	(31 431)	(61 766)
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	208 182	116 675
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	176 751	54 910
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	130 000	17 911
TOTAL (II)	130 000	17 911
PROVISIONS		
Provisions pour risques	160 500	112 000
Provisions pour charges	2 755	2 397
TOTAL (III)	163 255	114 397
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	22 296	62 976
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	207 665	209 018
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 170	20
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	476 000	0
TOTAL (IV)	708 131	272 015
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 178 137	459 232

Compte de résultat	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)	Variation relative (montant)
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	50	651	(601)
Ventes de marchandises			
Ventes de biens et services			
Ventes de biens			
Ventes de prestations de service			
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation	641 762	489 957	151 805
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuels	3 222	2 010	1 212
Mécénats	19 000	22 500	(3 500)
Legs, donations et assurances-vie			
Contributions financières	42 972	48 000	(5 028)
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	400	18 927	(18 527)
Utilisations des fonds dédiés	7 911	2 540	5 371
Autres produits	431	76	355
TOTAL (I)	715 748	584 661	131 086
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises			
Achats de matière première	6 267	5 675	592
Variation de stock			
Autres achats et charges externes	167 687	193 875	(26 188)
Aides financières	10 965	9 604	1 361
Impôts, taxes et versements assimilés	3 232	3 145	88
Salaires et traitements	232 245	218 607	13 639
Charges sociales	81 854	73 548	8 306
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 654	4 584	2 070
Dotations aux provisions	48 858	48 340	519
Reports en fonds dédiés	120 000	7 500	112 500
Autres charges	3 417	4 571	(1 154)
TOTAL (II)	681 181	569 448	111 733
1- RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	34 567	15 213	19 354
PRODUITS FINANCIERS			
De participation			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés	2	1	1
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL (III)	2	1	1
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées			
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL (IV)	0	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	2	1	1

Compte de résultat

	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)	Variation relative (montant)
Opérations faites en commun			
3. RESULTAT COURANT avant Impôts (I - II + III - IV)	34 568	15 214	19 355
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	0	10 062	(10 062)
Sur opérations en capital	8 749	4 776	3 973
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			
TOTAL (V)	8 749	14 838	(6 089)
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	12 983	18 734	(5 751)
Sur opérations en capital			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
TOTAL (VI)	12 983	18 734	(5 751)
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	(4 234)	(3 896)	(338)
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
Total des produits (I + III + V)	724 498	599 500	124 998
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	694 164	588 182	105 982
EXCEDENT OU DEFICIT	30 335	11 318	19 016
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature	37 954	35 954	2 000
Prestations en nature			
Bénévolat	50 000	22 288	27 712
TOTAL	87 954	58 242	29 712
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens	37 954	35 954	2 000
Prestations en nature			
Personnel bénévole	50 000	22 288	27 712
TOTAL	87 954	58 242	29 712

DOCUMENTS DE SYNTHESE 2023

Comptes annuels
Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe

Description de l'objet social, de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'association « Le Bus des Femmes » a été créée en 1994 par des femmes prostituées de Paris associées à différents professionnels de santé, sous l'impulsion de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), dans le cadre de la lutte contre le Sida.

Depuis sa création, l'association répond à un objectif de promotion de la santé globale, au sens du préambule de la constitution de l'OMS, 1946 : « La santé globale est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne constitue pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ».

L'association porte une méthodologie de santé communautaire.

« La santé communautaire » fait partie intégrante de la santé publique en constituant une stratégie au sein des démarches de promotion de la santé. Sa spécificité est d'être populationnelle et non individuelle et de promouvoir et mettre en œuvre une vision globale et de proximité de la santé.

Elle est fondée sur plusieurs grands principes :

1. La santé est liée à un ensemble de facteurs (démographiques, géographiques, sociaux, économiques...) qui ne touche pas qu'un individu mais toute une population, i.e. une communauté ; ces facteurs sont répartis de manière inégale entre les territoires ;
2. La médecine, les systèmes de soins et les politiques publiques apportent rarement une approche suffisamment globale de la santé ;
3. Les comportements individuels sont difficiles à faire changer ; l'implication des « gens » est fondamentale pour parvenir à un changement ; il ne s'agit pas de faire « pour » les gens mais « avec » eux. S'appuyant sur le fait que les changements individuels peuvent être produits par le biais de l'implication dans une action collective, la santé communautaire met en œuvre une action collective locale. Ainsi, le groupe entier transforme ses normes, et une dynamique de changements peut se mettre en place. » (DGS, Direction Générale de la Santé, 2011).

En 2003, la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle a été identifiée comme une problématique prioritaire.

Au tournant du XXI^e siècle et la lutte contre la traite comme l'assistance à ses victimes, majeure et mineures, ont été incluses comme objets associatifs.

L'association milite contre l'amalgame entre prostitution et traite des êtres humains.

La traite des êtres humains est le fait, en échange d'une rémunération ou de tout autre avantage ou d'une promesse de rémunération ou d'avantage, de recruter une personne, de la transporter, de la transférer, de l'héberger ou de l'accueillir, pour la mettre à sa disposition ou à la disposition d'un tiers, même non identifié, afin soit de permettre la commission contre cette personne des infractions de proxénétisme, d'agression ou d'atteintes sexuelles, d'exploitation de la mendicité, de conditions de travail ou d'hébergement contraires à sa dignité, soit de contraindre cette personne à commettre tout crime ou délit (article 224-4-1 du Code pénal français).

L'association « Le Bus des Femmes » intervient donc dans le champ de la prostitution (majoritairement de rue) et y favorise les processus de travail par lesquels les membres d'une collectivité, géographique ou sociale, conscients de leur appartenance à un même groupe :

1. Réfléchissent et s'expriment en commun sur les problèmes de leur santé,
2. Participent à l'identification des besoins prioritaires ou des comportements néfastes à l'origine de problèmes,

3. Participent activement à la mise en place, au déroulement et à l'évaluation des activités les plus aptes à répondre à ces priorités,
4. Prennent en compte l'organisation des pratiques et des attitudes des groupes sociaux concernés.

LE BUS DES FEMMES intervient selon deux modalités différentes :

- 1- Les tournées réalisées grâce à un bus aménagé sur les lieux de prostitution à Paris et petite couronne (prévention, distribution de matériel de prévention, orientations vers les structures de santé, les associations, le droit commun...)
- 2- L'accompagnement au local : accompagnement social, hébergement administratif, pré-insertion et insertion professionnelle, accompagnement santé, convivialité

La file active de l'association est composée de 3 publics principalement :

- Des prostituées en activité de moins de 55 ans (toutes nationalités, tous genres)
- Des prostituées de plus de 55 ans que nous appelons les « seniors »
- Des prostituées ayant choisi d'intégrer un parcours de sortie de prostitution

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : LE BUS DES FEMMES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos au 31/12/2023, dont le total est de 1 178 136,94 euros, et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 30 334,62 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période de 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 15/05/2024 par le conseil d'administration.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2022 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 modifié par le règlement 2020-08 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix de l'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivants le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

*Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans

*Matériel de transport : 4 à 5 ans

*Matériel de bureau : 5 à 10 ans

*Matériel informatique : 3 ans

*Mobilier : 3 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Fonds dédiés

Des subventions, contributions financières et du mécénat affectées par des financeurs à des projets définis, qui n'ont pu encore être utilisés à la clôture de l'exercice conformément à l'engagement pris à leur égard, sont comptabilisés en fonds dédiés lorsque la période financée pour l'action est achevée.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite n'a été signé. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Celle-ci est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,17%
- Taux de croissance des salaires : 2%
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation du personnel : 36,11%
- Table de taux de mortalité : 2%

Le montant de la provision s'élève à 2 755,37 €

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces ainsi que de biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état.

Pour la valorisation du bénévolat, le taux horaire retenu est de 11,52 € de l'heure majoré de charges sociales patronales à hauteur de 13%. En 2023, le bénévolat est valorisé à 50 000,60 €.

Les autres contributions volontaires, qui ont pu être valorisées et comptabilisées, sont composées de matériels de préventions (préservatifs, gels...) et de produits d'hygiène (savons, serviettes hygiéniques, tampons...). Ils sont valorisés à 37 954 €

Faits caractéristique de l'exercice

Procédure de redressement judiciaire

En date du 11 juillet 2019, le Tribunal de Grande Instance de Paris a constaté la cessation de paiement au 4 juillet 2019 et a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'égard de l'association.

En date du 28 mai 2020, le Tribunal de Grande Instance de Paris a arrêté le passif à un total de 141 478,94€ et a validé le plan d'apurement des dettes sur 6 annuités progressives jusqu'en 2026.

Réorganisation du personnel

Suite aux litiges qui opposent l'association à d'anciens salariés, une provision exceptionnelle d'un montant de 160 500 € a été constituée.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Concessions, Brevets et droits similaires				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Construction sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements et aménagement divers	30 994			30 994
- Matériel de transport	69 203			69 203
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	12 434			12 434
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours		46 314		46 314
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	112 631	46 314	0	158 945
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	2 980	248	505	2 723
Immobilisations financières	2 980	248	505	2 723
ACTIF IMMOBILISE	115 611	46 562	505	161 668

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Concessions, Brevets et droits similaires				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Construction sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements et aménagement divers	17 767	2 872		20 639
- Matériel de transport	66 407	1 001		67 409
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 371	2 780		8 151
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	89 546	6 654	0	96 199
ACTIF IMMOBILISE	89 546	6 654	0	96 199

Notes sur le bilan**Actif circulant**Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 553 581 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	3 228		3 228
Créances de l'actif circulant			
Personnel et comptes rattachés	1 522	1 522	
Sécurité sociales et autres organisme sociaux	445	445	
Divers état et autres collectivités publiques	532 428	302 428	230 000
Débiteurs divers	14 930	14 930	
Charges constatées d'avance	1 028	1 028	
Total	553 581	320 353	233 228
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU CONSOMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	MONTANT	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT
Fonds propres sans droit de reprise								
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves	6 873							6 873
Report à nouveau	(79 957)	11 318						(58 639)
Excédent ou déficit de l'exercice	11 318	(11 318)		30 335				30 335
Fonds propres consommables								
Subventions d'investissement	116 675			100 256		8 749		208 182
Provisions réglementées								
Total	54 910	0		130 591		8 749		176 751

Fonds Dédiés

Variation des fonds dédiés

	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			MONTANT GLOBAL	DONT REMBOURSEMENTS		MONTANT GLOBAL	DONT FONDS DEDIES CORRESPONDANT A DES PROJETS SANS DEPENSE AU COURS DES DEUX DERNIERS EXERCICES
Subventions d'exploitation							
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77 - 2019	10 000					10 000	10 000
DRIHL - 2021	411		411			0	
VILLE DE PARIS - 2022	7 500		7 500			0	
DRDFE - 2023		120 000				120 000	
Total	17 911	120 000	7 911			130 000	10 000

Notes sur le bilan

Provisions

Autres Provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	112 000	48 124		160 124
Garanties données aux clients				
Pertes sur marchés à terme				
Amendes et pénalités				
Pertes de change				
Pensions et obligations similaires	2 397	358		2 755
Pour impôts				
Renouvellement des immobilisations				
Gros entretien et grandes révisions				
Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
Total	114 397	48 482	0	162 879
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice:				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles				

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 708 131 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunt obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunt (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 296	17 006	5 289	
Dettes fiscales et sociales	207 665	130 206	77 459	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	2 170	2 170		
Produits constatés d'avance	476 000	246 000	230 000	
Total	708 131	395 382	312 749	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACTURES NON PARVENUES	9 809
DETTE PROVIS. PR CONGES A PAYER	19 538
CHARGES SOCIALES S/CONGES A PAYER	7 634
Total	36 981

Notes sur le bilan**Comptes de régularisation**Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 028		
Total	1 028		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	476 000		
Total	476 000		

Notes sur le compte de résultat

Détail concours publics et subvention octroyées

	Concours publics	Subvention d'exploitation	Subvention d'investissement
Union européenne			
Etat		481 762	5 000
Collectivités territoriales		160 000	70 256
CAF			
Autres			25 000
Total		641 762	100 256

Subventions d'investissement

Subvention	Montant reçu	Montant HT des acquisitions	Cumul reprise début exercice	Quote part virée au résultat de l'exercice	Cumul reprise fin exercice
VILLE DE PARIS - remplacement du bus (2022)	90 000,00				0,00
DRDFE - remplacement du bus (2023)	55 000,00				0,00
FONDATION MONOPRIX - remplacement du bus (2023)	25 000,00				0,00
VILLE DE PARIS - remplacement du bus (2023)	15 256,00				0,00
VILLE DE PARIS - mise aux normes electricité (2022)	6 903,00	12 606,78	991,04	1 260,67	2 251,71
PARIS HABITAT - mise aux normes electricité (2022)	3 103,14				
VILLE DE PARIS - équipements informatiques et numériques (2022)	11 000,00	7 884,73	1 371,81	2 230,45	3 602,26
DRIHL - équipement et aménagement du local (2022)	5 000,00	3 097,00		3 097,00	3 097,00
DRIHL - équipement et aménagement du local (2023)	5 000,00				0,00
TOTAL	216 262	23 589	2 363	6 588	8 951

L'avoir de 3 103€ reçu de PARIS HABITAT pour financer les travaux de mise aux normes électriques a été comptabilisé en subvention d'investissement.

Notes sur le compte de résultat

Résultat financier

	N	N-1
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2	1
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	2	1
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	0	0
Résultat financier	2	1

Résultat exceptionnel

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	1 480	
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs		
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	10 050	
Honoraires RJ	1 453	
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs		
RJ gain / dettes fournisseurs		
Subventions d'investissement virées au résultat		8 749
TOTAL	12 983	8 749

Autres informations

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 7 803,90 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Rémunérations allouées aux dirigeants

Le Président ainsi que les autres membres du Conseil d'Administration ne perçoivent pas de rémunération.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	2 755
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	2 755

Autres informationsTableau des effectifs

	N	N-1
Effectif au 31/12		
Hommes	1	1
Femmes	8	8
Cadres	1	1
Non cadres	8	8

	CDD	CDI
Mouvement de personnel		
Entrées	3	1
Sorties	3	1

Tableau des parties liées

Personne physique ou société intéressée	IMPACT RESULTAT		IMPACT BILAN		Nature
	facturé par le Bus des Femmes	facturé au Bus des Femmes	Dettes	Créances	
Association Alliance pour une Gestion Solidaire		56 252 €	16 225 €		convention de mutualisation de moyens
Association Basiliade		15 000 €			convention d'accompagnement vers l'insertion